DECLARATION LIMINAIRE
CGT FINANCES PUBLIQUES
CTL 21 JANVIER 2022

En tant que citoyens, fonctionnaires et salariés de l'État, nous devrions être tous en train de réclamer les moyens pour réaliser nos missions.
La CGT Finances Publiques dénonce la politique désastreuse actuelle et appelle les agents à la mobilisation et la grève le 27 janvier prochain.
Vous avez, vous et la parité administrative, choisi d'obéir aveuglement aux sirènes de Bercy ...
Et ne nous faites pas la réponse d'une loyauté aveugle qui vous obligerait à exécuter sans critiquer ou à obéir sans comprendre.

Tout cela est cohérent avec ce qui se passe au sein de notre ministère. On assiste à un plan social sans précédent: 20000 emplois en 10 ans, qui dit mieux?
Si une entreprise avait présenté un tel plan social, les ténors du gouvernement seraient montés au créneau pour dénoncer cette gabegie. Mais le dogme néolibéral est la seule boussole du gouvernement actuel. Donc pas de bonne année pour ces fous de la boussole économique dont les aiguilles sont à l'opposé de l'être humain.
Cette société est malade du coronavirus sans doute mais aussi et surtout du cannibalisme financier néolibéral.

A l'inverse, la boussole de la CGT fixe une orientation bien différente: bien-être au travail, meilleures conditions de travail, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, moyens juridiques pour mieux exercer nos missions.

La limite est atteinte et l'État ne parvient plus à cacher les conséquences des suppressions de fonctionnaires et de services publics: des hôpitaux saturés, avec les conséquences connues aujourd'hui, une justice exsangue, un service public des transports qui disparaît au mépris de l'enjeu national et de la souveraineté, une énergie dont la plus dangereuse est confiée à une entreprise privée...

20000 suppressions emplois en 10 ans et une fournée supplémentaire de 12 suppressions pour le Gard cette année.

Le couperet est donc tombé pour 2022 pour les services suivants:

Direction:-1A+ au titre de reprise d'un emploi fléché malheureusement pas par Cupidon et -1B pour contribution à l'effort départemental gage d'un traitement égalitaire dans la purge.
SIE Nîmes Est: - 1A au titre des évolutions des missions liées au NRP: le lien n'apparaît pas vraiment!
SIE Nîmes Sud:-1C au titre du correctif environnemental: le service appréciera
PCE:-1A au titre de reprise d'emploi fléchée, mesure de périmètre et contribution à la modernisation des process:la famille «contrôle fiscal» n'est pas en reste, en attendant les fraudeurs sont tranquilles (100 milliards de fraude)
SPF E:-2B et -1C avec une fois encore l'évolution liée au NRP comme justificatif ou peut-être une victime collatérale de la fusion des 3 SPF en 2021?
SIP Ales:-1B et -1C pour contribution à l'effort:pas de guerre non mais départemental
SIP Nîmes Sud:-1B encore l'effort!
Antenne SIE Uzès:-1B toujours l'effort!!
Trésorerie La Grand Combe:-1B:il faut bien préparer sa disparition en 2023!
EDR:-1C mauvais signe pour le renfort dans les services
SIP Nîmes Est:-1C un peu plus d'effort!
Trésorerie d'Anduze:- 1C: pour cette structure également: disparition en 2023

Vous pouvez argumenter sur les transferts de missions, les abandons de services publics, les simplifications de tâches ou les restructurations, il n'en demeure pas moins que le quotidien vécu par les agents est de plus en plus difficile, de plus en plus anxiogène, de plus en plus conflictuel parfois.

Mais seule la suppression globale des emplois est l'objectif de l'administration.
Disparue la volonté d'effectuer un travail de qualité.
Disparu le perfectionnisme dans le métier.
Disparu le sens du service public comme seul guide de notre métier.
Les nouvelles consignes sont désormais: «faites ce que vous pouvez, détachez-vous de votre volonté de bien faire, contentez-vous d'exécuter des listes établies par l'intelligence artificielle».

Les 12 emplois supprimés cette année ne sont pas que des chiffres.
Nous mettons l'humain au cœur de nos préoccupations.
Ce sont des agents qui voient leur travail perdre son sens.
Ce sont des agents qui vont, parfois, changer de lieu de travail, des collègues qui vont subir des réorganisations puis d'autres réorganisations.

Encore un CTL dédié aux suppressions d'emplois alors même que des pans entiers de services publics ont été abandonnés ou privatisés.
Ainsi, la diminution des plages horaires consacrées à l'accueil physique vise en fait à le supprimer au profit du «tout numérique» qui laisse de côté les plus défavorisés de nos concitoyens (mais peu importe, les statistiques sont bonnes!), de même le transfert du paiement de l'impôt aux buralistes et la suppression des caisses est le signe d'une privatisation rampante de nos missions.
Vous pouvez essayer de justifier l'injustifiable en nous assenant des chiffres de gains de productivité, d'externalisation, de travail à distance.
Il n'en demeure pas moins que le vécu, la vraie vie des agents, comme nous aimons à le dire, vous contredise au plus haut point.

Encore une fois, à aucun moment, on réfléchit au service public de demain et aux missions qui sont les nôtres. La DG explique l'inexplicable par une contribution proportionnelle et des correctifs. On pondère, on corrige, on évalue, on momifie.

Une nouvelle fois, nous vous demandons de jouer la transparence dans un contexte plus qu'incertain sur l'avenir de nos missions.
Nous ne pouvons pas nous contenter de la liste des suppressions et leur localisation.
Vous devez nous expliquer comment vous avez réalisé vos arbitrages en local ?
Nous vous demandons de justifier tous les mouvements d'emplois présentés.

Il est un fait: la fermeture et la dégradation des services publics, l'abandon de pans entiers de territoires alimentent toujours un peu plus ce sentiment d'abandon en général et du monde rural en particulier.
La CGT a toujours été sur le terrain du progrès social et l'intérêt majeur du service public.
La société n'est pas en train d'évoluer dans ce sens.
La société régresse par l'abandon des plus fragiles, des handicapés, des plus en difficulté.
La CGT sera toujours là pour le dénoncer et s'y opposer de tout son poids, tout comme elle s'opposera de toutes ses forces aux politiques capitalistes qui excluent toujours l'humain de leur champ d'action, et ce, quel que soit le gouvernement qui tenterait de les mettre en œuvre.

Ceux qui vivent sont ceux qui luttent!(Victor Hugo)

Les élus CGT Finances Publiques: Sylvie Gouze, Marie Dufresne , Didier Vignal